

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 26 février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES ST CHRISTOPHE

Lieu-dit Les Jeunes Champs
52000 Semoutiers-Montsaon

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 février 2025 dans l'établissement CARRIERES ST CHRISTOPHE implanté Lieu-dit Les Jeunes Champs 52000 Semoutiers-Montsaon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle 2025

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ST CHRISTOPHE
- Lieu-dit Les Jeunes Champs 52000 Semoutiers-Montsaon
- Code AIOT : 0005704449
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS Carrière St Christophe est titulaire d'une autorisation d'exploiter sur le territoire de la commune de Semoutiers-Montsaon, délivrée par arrêté préfectoral N°1042 du 21 mars 2014. L'entreprise exploitait auparavant une carrière située en face de celle autorisée actuellement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	prescriptions générale	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 1	Sans objet
2	phasage	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 8	Sans objet
3	Épaisseur extraction	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 10.1	Sans objet
4	remise en état	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 12.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas permis de relever de non-conformité.

Cependant, l'exploitant devra réaliser un porter à connaissance afin de mettre à jour son plan de phasage, relativement à la sous-exploitation du site. Il y a quasiment 3 phases de retard au niveau de l'extraction.

Le matériau issu du site, pourtant de bonne qualité, n'est pas mis en valeur, du fait de la proximité notamment avec d'autres carrières. Cette carrière est de ce fait sous-exploitée, avec un retard de phasage important. La dernière campagne de concassage a été effectuée il y a moins de 2 ans.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : prescriptions générale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, prescriptions générale
Prescription contrôlée : L'exploitation est conduite avec 2 à 3 fronts de taille d'une hauteur maximale de 10 mètres, sauf sur certains secteurs qui présenteront 2 paliers de 15 mètres. Ces gradins sont séparés par une banquette d'une largeur minimale de 5 mètres lors de l'exploitation.
Constats : Lors de la visite, seule une faible partie de la carrière a été exploitée. Environ 50000 T d'extraction brute ont été traitées depuis la dernière visite en 2022. Ce qui correspond à un très faible volume d'exploitation, et met en évidence une sous-exploitation du site de nouveau. Cela avait déjà été constaté lors de la précédente visite. Environ 75 % du site est encore cultivé de manière agricole. La partie exploitée se situe au Sud Ouest du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, phasage
Prescription contrôlée : Respect du phasage quinquénal.
Constats : Le site étant sous-exploité, il y a presque 3 phases quinquennales de retard désormais. Il faudrait modifier le phasage initialement prévu. Il est conseillé à l'exploitant de réfléchir au dépôt d'un porter à connaissance actualisant le phasage actuel relativement à la faible extraction du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Épaisseur extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Épaisseur extraction
Prescription contrôlée : Côte minimale d'extraction : 301 m NGF.
Constats : Le jour de la visite , le carreau actuel est à une profondeur relativement que celle de 2021 soit 321,51 m NGF pour sa partie la plus basse. La côte minimale autorisée pour ce secteur est de 301 m. Cette côte n'est actuellement pas atteinte.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 12.2
Thème(s) : Risques chroniques, remise en état
Prescription contrôlée : La remise en état est effectuée au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation et devra être terminée au plus tard à l'échéance de l'autorisation (sauf en cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter) et l'extraction de matériaux commercialisables 6 mois au moins avant l'échéance de l'autorisation. Un suivi écologique et d'accompagnement en cours d'exploitation sera mené par un organisme compétent en vue d'ajuster les conditions de remise en état du site en cas de besoin. Les compte-rendus de ce suivi seront transmis à l'inspection des installations classées. La remise en état sera conforme aux dispositions contenues dans le dossier de demande d'autorisation de 2013 et au plan de remise en état fourni en annexe 3.
Constats : Compte tenu du retard de phasage et de la faible exploitation, la remise en état ne peut être effective, sous peine de gêner les prochaines phases d'extraction. Les études de suivi écologique n'ont également pas débutées (peu de changement sur le site).
Type de suites proposées : Sans suite